

Dire l'extrême gravité de la situation.

Un très grand désarroi gagne notre pays. Il y a déjà plus de 5.000.000 de chômeurs inscrits à Pôle Emploi, des centaines de milliers de «fin de droits» et des millions de pauvres et de précaires. Des centaines de milliers de familles ont déjà le plus grand mal à payer leurs loyers ou leurs charges et tout indique que nous allons bientôt plonger dans une nouvelle récession.

Après plus de 30 ans de crise, le mot lui-même ne signifie plus grand-chose. Certains pensent qu'il s'agit d'une parenthèse qui va se refermer et que tout va recommencer comme avant. Il n'en est rien !

«La prochaine crise risque d'être plus grave que celle de 1930» affirme le Gouverneur de la Banque d'Angleterre ¹. En France, le Président de l'Autorité des marchés financiers explique que nous risquons «un effondrement de l'ensemble du système économique mondial» ². «Il est fort possible que la situation soit pire que ce que nous avons connu en 2008 » écrit Olivier Blanchard, chef économiste du FMI ³.

LA DETTE TOTALE DES ETATS-UNIS ATTEINT 358 % DU PIB.

Au premier trimestre 2011, alors que la dette publique aux Etats-Unis augmentait de 380 milliards de dollars en trois mois, le PIB n'a augmenté que de 50 milliards. De plus en plus de dette pour de moins en moins de croissance ! La première économie mondiale est comme une voiture, qui a besoin d'un litre d'huile tous les 300 mètres. A tout moment, elle peut casser une bielle et le moteur va exploser. Des coupes budgétaires colossales sont prévues à partir de 2013 qui risquent de faire plonger les USA dans une récession historique.

EN CHINE, LA BULLE IMMOBILIÈRE...

a atteint plus du double du maximum atteint par la bulle aux Etats-Unis avant la crise des subprimes. En 2009, pour éviter la récession, le gouvernement a ordonné aux banques d'accepter toutes les demandes de crédit qui leur parvenaient.

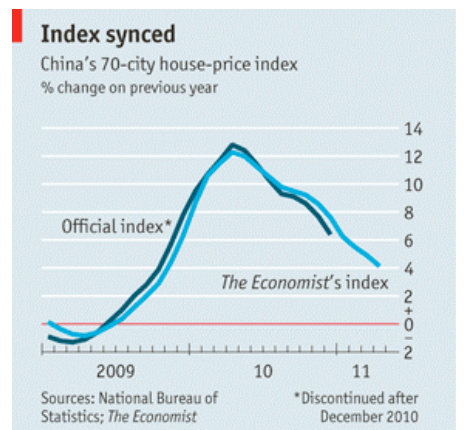
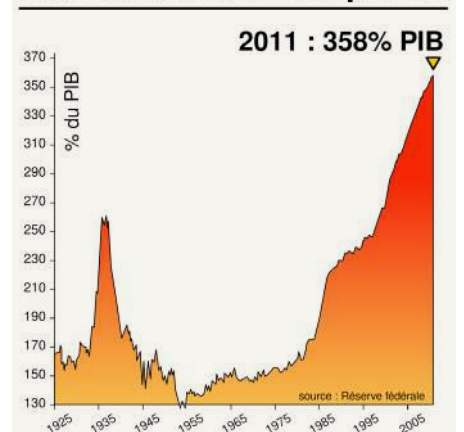
EN UN AN, 44 % DU PIB ONT ETE INJECTÉS DANS L'ÉCONOMIE CHINOISE...

30% par le crédit privé et 14% par la dette publique. Partout, on a construit, construit... Partout, il y a pléthore d'immeubles vides. Fin décembre, un officiel chinois annonçait qu'il fallait s'attendre à une baisse de 40 ou 50 % des prix de l'immobilier en 2012 ! On a vu en Espagne ce que donne l'éclatement d'une telle bulle : le chômage a triplé en trois ans ⁴. Que va-t-il se passer en Chine où il y a déjà 20 % de chômage et où les émeutes sociales sont de plus en plus violentes ? Eclatement de la bulle immobilière et baisse simultanée des exportations forment un cocktail explosif.

LES «BRICS» NE SAUVERONT PAS SEULS L'ÉCONOMIE MONDIALE

Le Brésil vient d'annoncer que sa croissance est tombée à 0,0 % ⁵. En Inde, la production industrielle a baissé de 5 % en un an ⁶. Tous ceux qui affirmaient que la Chine et le Brésil allaient tirer la croissance mondiale et qu'il n'y avait aucun risque d'une seconde récession, n'avaient rien compris au fonctionnement de l'économie réelle. Une fois encore !

Dettes totales aux Etats-Unis depuis 1925



¹ Mervyn King, Sky News, 6/10/2011

² Jean-Pierre Jouyet, France-Inter, 23/9/2011

³ Blog du FMI, 21/12/2011

⁴ Le Monde, 28/10/2011

⁵ AFP, 6/12/2011

⁶ Les Echos, 16/12/2011

LA PROCHAINE CRISE RISQUE D'ÊTRE PLUS GRAVE QUE CELLE DE 2008...

car, sauf changement rapide des règles du jeu, les Etats n'ont plus la capacité de venir au secours du système financier s'il subit un choc violent. Quand Lehman Brothers est tombé, la panique n'a duré que quelques jours car Bush et Paulson ont dit qu'ils mettaient 700 milliards de dollars sur la table. Le calme est revenu très vite car nul n'avait de doute sur leur capacité à payer ces 700 Mds, mais le choc a quand même provoqué une récession mondiale et des dizaines de millions de nouveaux chômeurs à travers la planète... Trois ans plus tard, personne ne sait comment le Président Obama pourrait trouver une telle somme si c'était nécessaire. Il faut donc éviter à tout prix d'en arriver là.

«LE CAPITALISME VIT UNE CRISE SUICIDAIRE POUR L'HUMANITÉ» ...

affirmait déjà Michel Rocard en 2007⁷. Cinq ans plus tard, rien n'a changé. Ou alors en pire ! Plutôt que de s'attaquer aux racines de la crise, plutôt que de changer radicalement un système économique que tous, en 2008, disaient vouloir transformer de fond en comble, nos dirigeants ont continué la fuite en avant, en remplaçant la «transfusion» de dette privée par une transfusion de dette publique⁸. Mais jusqu'à quand cette fuite en avant est-elle durable ? Il est de plus en plus clair que nos économies se rapprochent de l'abîme... Il faut agir. Agir vite et avec force. Ce qui suppose d'abord et avant tout de poser le bon diagnostic sur la crise.

Sortir de la confusion. Poser enfin le bon diagnostic.

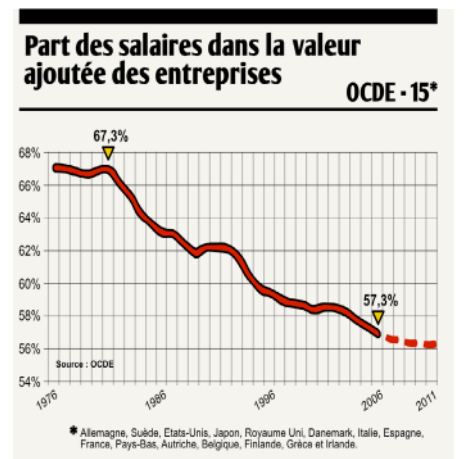
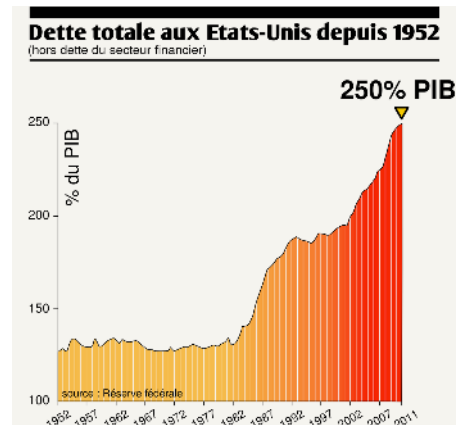
Pourquoi les politiques menées depuis 4 ans ont-elles échoué à nous sortir de la crise et ont-elles parfois aggravé les problèmes ? C'est parce que le diagnostic communément admis n'est pas le bon.

Aujourd'hui, nos politiques sont paralysés car ils veulent «rassurer les marchés financiers» qui ont des demandes totalement contradictoires : face au risque de récession, faut-il lancer de nouveaux plans de relance, jusqu'à être écrasés par la dette, ou faut-il voter des plans d'austérité et retomber immédiatement en récession (ce qui aggrave la crise sociale et les problèmes de finances publique, comme on le voit en Grèce et au Portugal) ?

Comment sortir de ce dilemme ? Pourquoi nos économies retombent-elles en récession si on les prive de leur drogue ? Pourquoi nos pays sont-ils devenus dépendants à la dette ?

C'est en analysant les statistiques de la Réserve fédérale américaine pour les 60 dernières années qu'on comprend les causes de cette addiction. Jusqu'en 1981, le ratio dette/PIB était parfaitement stable⁹. L'économie n'avait pas besoin de dette pour croître régulièrement car des règles collectives assuraient une progression régulière des salaires et un partage équitable entre salariés et actionnaires. Ce «compromis fordiste» a permis aux Etats-Unis de connaître 30 ans de prospérité. Sans dette.

Mais, en 1981, Ronald Reagan arrive à la Maison blanche. Les néolibéraux baissent les impôts sur les plus riches, tandis que les politiques de dérégulation amènent à une très grande précarité et à la baisse de la part des salaires. C'est à partir de là que des millions d'Américains vont s'endetter pour maintenir leur niveau de vie. Et que la dette publique s'envole.



⁷ Le Parisien, 25/8/2007

⁸ L'image est de Joseph Stiglitz, Prix Nobel d'économie.

⁹ Sur cette courbe figure la dette totale des USA, hors dette du secteur financier : dette des familles + dette des entreprises + dette des collectivités et de l'Etat fédéral.

Les Etats-Unis ne sont pas une exception : pour les 15 pays les plus riches de l'OCDE, la part des salaires qui représentait 67 % du PIB en moyenne en 1982 n'en représente plus que 57 % aujourd'hui .

Dans un contexte de chômage de masse, quel salarié peut négocier une augmentation de salaire ? Qui peut «donner sa démission» en espérant trouver assez vite un autre emploi ? «Si tu n'es pas content, tu peux aller voir ailleurs.» La peur du chômage est dans toutes les têtes et ce qui va aux salaires dans la richesse produite est tombé à un plus bas historique.

«Dans la zone euro, les entreprises prennent chaque année l'équivalent de 1 % du PIB dans la poche de leurs salariés, en plus de ce qu'elles ont fait les années précédentes»

explique Patrick Artus , directeur des études de Natixis.

Pendant des années, l'économie n'a continué à croître que parce qu'on distribuait par la dette le pouvoir d'achat qu'on ne donnait pas en salaire : «sans l'augmentation de la dette des ménages, la croissance serait nulle en zone euro depuis 2002, continue Artus. Et avant 2002, c'est l'endettement des entreprises qui nourrissait la croissance.»

Au total, en 30 ans, ce sont des sommes considérables qui sont parties vers les marchés financiers au lieu d'aller aux salariés et donc aussi à l'Etat, via la TVA. Cet argent a-t-il profité à la recherche ou à l'investissement ? Non. Toutes les études montrent que l'investissement et la recherche sont stables. Ces sommes colossales ont été accaparées par un tout petit nombre d'individus. L'Europe s'épuise depuis des mois à trouver 110 milliards d'euros pour sauver la Grèce alors que la fortune cumulée des 0,2% les plus riches de la planète est estimée à 39.000 milliards !

En 2008, tout le monde affirmait que la crise venait du capitalisme dérégulé et du niveau insupportable des inégalités. Joseph Stiglitz dénonçait «le triomphe de la cupidité». En

2007-2008, le diagnostic était clair : « comme la crise de 1929, la crise vient d'un niveau inacceptable d'inégalités. Elle vient de la dérégulation et du néolibéralisme.» Mais, depuis quelques mois, à cause de la Grèce (où l'Etat et le non-Etat sont largement responsables de la crise), l'Etat-providence est de nouveau sur le banc des accusés.

QUEL RETOURNEMENT DRAMATIQUE !

A cause de la situation en Grèce, les néolibéraux repassent à l'attaque avec une indécence inouïe.

La question de la dette des Etats est évidemment très importante (entre 80 et 90% du PIB en France et en Allemagne), mais au lieu de bloquer les retraites et de couper dans le financement de la santé ou de l'éducation, ne faut-il pas au contraire utiliser tous les leviers fiscaux possibles pour récupérer une bonne part de la «dette des marchés», ces sommes considérables que les 0,2 % les plus riches doivent aux peuples de nos pays, si on considère que le partage entre salariés et actionnaires était juste et efficace dans les années 1970 ?

Il ne s'agit pas ici de minimiser la responsabilité (ou l'irresponsabilité) des gouvernements et des citoyens mais seulement d'apporter le diagnostic le plus juste possible de la situation.

Car si le diagnostic est faux, il n'y a aucune chance qu'on parvienne à vaincre le mal.



¹⁰ Rapport OCDE Croissance et inégalités, 2008

¹¹ Les Incendiaires Perrin, 2007

¹² Le Figaro, 11/6/2010

¹³ Si la France avait dit Oui à l'Allemagne quand elle proposait de créer une Europe politique et démocratique (proposition de Wolfgang Schäuble en 1994 et de Joschka Fischer en 2000), l'Europe serait évidemment plus forte face à la crise...

A crise globale, réponse globale

Face à une crise globale, nous devons apporter une réponse globale. Les racines de la crise, ce sont 30 ans de chômage et de précarité¹⁴. C'est à cause du chômage de masse que la part des salaires dans la valeur ajoutée a tant diminué. C'est à cause du chômage, des petits boulots et des petits salaires que nos économies ont besoin de toujours plus de dette. Le chômage n'est pas seulement une des conséquences de la crise. Il en est l'une des causes premières.

Pour sortir de notre dépendance à la dette, il faut évidemment réguler les marchés et taxer les plus hauts revenus mais il faut aussi et surtout s'attaquer frontalement au chômage : c'est seulement en donnant au plus grand nombre un vrai emploi et une vraie capacité de négociation sur les salaires que nous sortirons durablement de la crise, en sortant de notre dépendance à la dette.

En 1944, avant de convoquer le sommet de Bretton-Woods afin de reconstruire le système financier international, Roosevelt organisait le sommet de Philadelphie, qui adoptait comme priorité absolue le respect d'un certain nombre de règles sociales : «Il n'y aura pas de paix durable sans justice sociale» affirmaient Roosevelt et les autres Chefs d'Etat avant de définir des règles sur les salaires, le temps de travail et le partage entre salaires et dividendes... Des règles très concrètes à respecter dans chaque pays comme dans le commerce mondial. Avant que les néolibéraux ne les démantèlent, ces règles ont permis 30 ans de prospérité sans dette.

BONNE NOUVELLE !

Si ce sont des décisions politiques qui nous ont amenés à la crise, d'autres décisions politiques peuvent nous en sortir. Il n'y a aucune fatalité, aucune main du Destin qui nous entraîne inexorablement vers le chaos. Notre avenir est entre nos mains !

N'en déplaise aux néolibéraux, la justice sociale n'est pas un luxe auquel il faudrait renoncer à cause de la crise. Au contraire ! Reconstruire la justice sociale est aujourd'hui la priorité absolue, le seul moyen de sortir de notre dépendance à la dette.

Dernier élément de diagnostic : la gravité de crise financière et de la crise sociale **ne peuvent faire oublier la crise énergétique, la crise climatique et la crise alimentaire.** Toutes les études publiées à l'occasion du sommet de Durban montrent que le dérèglement climatique s'accélère. Cet été, dans de nombreuses régions de France, des paysans ont dû abattre une partie de leur cheptel car la sécheresse ne leur permettait pas de nourrir tout leur troupeau et en ce moment même des centaines de millions de personnes souffrent de la faim à travers le monde. Nous n'avons que quelques années pour agir si nous voulons éviter que la question climatique et la question énergétique ne provoquent des drames à répétition et de très graves conflits armés.

«Jamais aucune génération n'a eu à gérer en même temps autant de crises d'une telle ampleur» écrivait récemment Henry Kissinger dans le Herald Tribune. L'ampleur de la tâche ne doit pas nous décourager :

1. Nous n'avons pas le choix. C'est de nos vies et de la vie de nos enfants qu'il s'agit. Regarder ailleurs, désertier ou compter sur un miracle est impossible. Il faut passer à l'action si nous ne voulons pas subir une crise « plus grave que celle de 1930 »

2. Au lieu d'attendre l'action miraculeuse d'un homme ou d'une femme providentielle que nul ne voit venir, nous devons être le plus nombreux possible à réfléchir et à agir ensemble. Nous pouvons très bien relever le défi et imposer nos solutions dans le débat public.



¹⁴ L'Allemagne n'est pas épargnée hélas par la précarité : depuis la réforme Hartz 4, il y a tellement de «petits boulots» que, avant même la crise des subprimes, la durée moyenne du travail était tombée à 30,3 heures (sans compter les chômeurs). En euros constants (c'est-à-dire en tenant compte de l'inflation), plus de 80 % des Allemands ont vu leurs salaires baisser depuis 2000. Si le reste de l'Europe n'avait pas distribué d'avantage de pouvoir d'achat et n'avait pas acheté des produits allemands, l'Allemagne serait en récession depuis plusieurs années.

Nous avons décidé d'agir.

LA PREMIÈRE BATAILLE À MENER AUJOURD'HUI EST UNE BATAILLE INTELLECTUELLE.

Face à la contre-offensive des néolibéraux, face aux dérives populistes, il faut tout faire pour que les débats de 2012 -aussi bien le débat sur le Traité européen que le débat de la Présidentielle- s'engagent à partir d'un diagnostic juste:

1. La crise vers laquelle nous allons si nous ne changeons pas très vite de politiques, peut être nettement plus grave que toutes les crises à répétition que nous subissons depuis 30 ans. Il faut arrêter les discours creux et les demi-mesures, et passer à des médecines d'urgence.

2. C'est d'abord et avant tout une crise du Capitalisme dérégulé et non pas une crise de l'Etat-providence. « On n'ose plus parler du capitalisme, affirmait Michel Rocard en 2007 ¹⁵. Je suis le seul à employer ce mot, alors que ce système vit une crise suicidaire pour l'humanité. Nous, socialistes, devrions être bien placés pour l'expliquer et y répondre ». « La social-démocratie est devenue muette sur ce qu'était son principal ennemi » regrettent aussi Stéphane Hessel et Edgar Morin ¹⁶.

Beaucoup à gauche préfèrent rester flous sur l'analyse de la crise car ils ont peur de « passer pour d'affreux marxistes ». Paradoxalement, Michel Rocard, que certains trouvent parfois trop « centriste », est l'un des rares à dire les choses franchement : quand l'OCDE montre que la part des salaires dans le PIB a baissé de 10 %, quand l'International Herald Tribune affirme que, jamais depuis 80 ans, la part du PIB qui revient aux actionnaires n'a été aussi importante ¹⁷, quand le directeur des études de Natixis écrit que « chaque année, les entreprises prennent l'équivalent de 1 % du PIB

dans la poche de leurs salariés, en plus de ce qu'elles ont fait les années précédentes », on pourrait espérer que la gauche porte une analyse claire de la crise dans le débat public et apparaisse moins sur la défensive. Et ce d'autant plus que les néolibéraux tentent de noyer le poisson et de ramener tous les problèmes aux limites de l'Etat-providence...

UNE CONFUSION MORTELLE

Cette question du bon diagnostic est essentielle. Elle n'est pas du tout accessoire ou « théorique ». Si nous parvenons à sortir de la confusion actuelle, si nous parvenons à ce que ce double diagnostic sur **la gravité** et sur **la vraie nature** de la crise soit partagé par le plus grand nombre, alors il sera facile ensuite de construire un consensus assez large et assez rapide autour des solutions, comme le Conseil national de la Résistance a su créer un consensus très large, allant des gaullistes aux communistes, autour de mesures de justice sociale.

En revanche, si la confusion s'installe, si l'insulte et la recherche de bouc-émissaires remplacent l'analyse rationnelle, il est probable que nous ne parviendrons pas à changer de politiques avant que le système ne s'écroule.

En 2011, partout dans le monde, des mouvements citoyens ont réveillé le débat public. Aux Etats-Unis, Occupons Wall Street est en train de faire évoluer le discours de Barack Obama.

VOILÀ POURQUOI NOUS VENONS DE CRÉER LE COLLECTIF ROOSEVELT 2012.

Il regroupe des femmes et des hommes aux parcours très différents, mais qui partagent tous le même sentiment d'urgence et la même envie d'agir pour la Justice sociale.

Notre objectif est simple : utiliser tous les moyens possibles pour faire connaître du plus grand nombre et imposer à nos dirigeants 15 mesures radicales mais réalistes pour dompter les marchés financiers, lutter contre le chômage et construire enfin une Europe démocratique, capable d'agir efficacement sur la mondialisation.

« Il ne faut pas compter sur ceux qui ont créé les problèmes pour les résoudre » affirmait Albert Einstein. La politique est une chose trop importante pour la laisser aux partis politiques.

Si l'on avait attendu un accord entre diplomates, le mur de Berlin serait encore debout. En 1989, ce sont des citoyens qui se sont levés et qui ont fait tomber un système politique qui niait la dignité de l'Homme. « Chacun de nous peut changer le monde. Même s'il n'a aucun pouvoir, même s'il n'a pas la moindre importance, chacun de nous peut changer le monde » écrivait Vaclav Havel quelques semaines après la chute du Mur.

En 1989, ce sont des femmes et des hommes « sans la moindre importance » qui ont changé le cours de l'Histoire. Aujourd'hui, c'est à nous, les citoyens, de dire dans quelle société nous voulons vivre. Société d'injustice et de chaos ou société de d'équilibre et de convivialité ? A nous de choisir. A nous d'agir.

¹⁵ Le Parisien, 25/8/2007

¹⁶ Le chemin de l'espérance, Fayard, 10/2011

¹⁷ International Herald Tribune, 26/11/2011